



Végétalisation des villes : les Français en redemandent, la sécu aurait 3,4 milliards à y gagner

Planète. Emilie Dehu le 29/03/2016

Une étude révèle que les Français accordent de plus en plus d'importance à la végétalisation des villes. Les conséquences pour la santé seraient bénéfiques, y compris pour le budget de la sécurité sociale. Problème : l'investissement est local, alors que le bénéfice revient essentiellement à l'État.

Coquelicots ou Verveine ? Les Parisiens étaient nombreux, le 16 mars, dans le parc de Bercy, à venir profiter d'une distribution de graines organisée par la mairie de Paris, dans le cadre de l'opération "Des graines à tous les étages". Pour Pénélope Komitès, adjointe à la mairie de Paris chargée des espaces verts, de la nature et de la protection de la biodiversité, il est urgent de *"passer d'un environnement minéral à un modèle beaucoup plus végétal. Les Parisiens sont très friands de cette végétalisation"*.

Cette tendance, désormais bien comprise des services municipaux, est confirmée par la récente publication d'une étude IFOP pour l'Union nationale des entreprises du paysage (UNEP), intitulée **"Ville en vert, ville en vie : Un nouveau modèle de société"**. Un sondage qui révèle le fort intérêt des Français pour les espaces verts : Habiter à proximité d'un espace vert est un critère important pour plus de huit sondés sur dix. Et pour six Français sur dix, la création de nouveaux espaces verts doit être la priorité numéro un des municipalités.

La végétalisation serait bonne pour le budget de la sécurité sociale

Il est désormais avéré que les espaces verts sont importants pour la santé mentale et physique : ce sont des espaces de détente, des refuges aux îlots de chaleur urbains, dont la végétation aide à absorber une partie du dioxyde de carbone présent dans l'air des villes. Mais ils sont aussi *"une source d'économie pour la sécurité sociale !"*, précise Pascal Franchomme, vice-président et porte - parole de l'UNEP.

À l'appui de cette bonne nouvelle, le vice-président de l'UNEP cite un rapport de l'UKNEA (United Kingdom National Ecosystem Assessment). Cette organisation a réalisé une étude sur la nature et les écosystèmes, en terme de coûts et de bénéfices pour le développement des activités économiques et le bien-être des hommes. Dans ce **rapport** publié en 2014, le département de la santé britannique estime que l'augmentation des espaces verts pourrait réduire les coûts de santé nationaux de plus de 2 milliards de livres sterling par an (2 549 394 millions d'euros) en proposant un accès immédiat aux espaces verts à la population qui en est exclue.

"Soit environ 340 euros par personne !", extrapole Pascal Franchomme.

"On sait aujourd'hui qu'un tiers des Français n'a pas un accès immédiat à un espace vert. Cela représente environ 20 millions de personnes. En partant du principe qu'une moitié d'entre eux se déplace pour y accéder, il reste tout de même 10 millions de Français qui ne se déplacent pas, mais dont la santé pourrait être améliorée par la proximité d'un espace vert. Cela représenterait une économie pour la sécurité sociale de 3,4 milliards par an !"

De nombreuses communes ont déjà compris les enjeux environnementaux et sociétaux de la végétalisation. Mais selon Marc Lacaille, président de l'**Adivet** (l'association des toitures végétales), en 2015, seuls 1,3 millions de mètres carrés de toitures ont été végétalisées (ainsi que 10 000 mètres carrés de façades) sur un potentiel total de végétalisation de quatre à cinq millions de mètres carrés par an en France.

S'il est rentable, comment expliquer alors que cet investissement, bénéfique pour la santé, n'intéresse pas davantage élus et promoteurs ? Selon Pascal Franchomme, ces derniers n'ont pour l'heure *"aucun moyen"* de bénéficier des économies réalisées par la sécurité sociale et donc d'espérer un retour sur investissement - si ce n'est une augmentation de l'attraction pour leur ville : *"C'est une équation économique qui n'est pas facile à résoudre. Il s'agit là de structures qui n'ont pas d'échanges financiers, et ne peuvent donc pas partager les bénéfices issus d'opérations de végétalisation."*

Faciliter la communication entre les professionnels de santé et les communes

Comment alors tenter de résoudre cette équation ? En *"mobilisant les énergies disponibles pour faciliter la communication entre les professionnels de santé et les communes, et tenter de définir de quelle manière tout le monde pourrait tirer profit d'une augmentation des espaces verts"*, explique Pascal Franchomme. Pour y parvenir et trouver des solutions concrètes, l'UNEP a créé en 2015 un groupe de réflexion auquel participe notamment l'association Élus, santé publique et territoires, composée d'élus issus de professions médicales.

Pour Pascal Franchomme, le gouvernement pourrait par exemple aider à la création d'espaces verts en mettant en place des "incitations fiscales positives" : *"Proposer un crédit d'impôt pour les communes serait plus efficace que de pénaliser celles qui ne le font pas. Les amendes infligées à ces dernières sont souvent bien inférieures au coût de l'investissement attendu de leur part, et donc peu incitatives."*

L'UNEP effectue également, en tant qu'association, une démarche de lobbying envers les ministères de l'environnement, de l'agriculture, des finances et bientôt de la santé. *"C'est un long combat que nous avons entamé. Les espaces verts devraient être une priorité, pour le climat, et pour la santé."*

De même, l'Adivet se bat pour que la nouvelle loi du code de l'urbanisme, entrée en vigueur en janvier - et dont une réforme sur la biodiversité est prévue au cours de l'année -, *"donne une place reconnue au bâtiment végétalisé. Aujourd'hui, il n'existe qu'un article à ce sujet, qui interdit de les interdire"*, déplore son président Marc Lacaille.

Les villes les plus dynamiques en matière de végétalisation

Sur le terrain, certaines municipalités ont déjà fait le pari de la végétalisation. *We Demain* a demandé à Pascal Franchomme, vice-président de l'UNEP, de nous livrer son top cinq personnel des villes en matière de végétalisation. Un palmarès que ce dernier modère toutefois : *"Beaucoup de villes sont aujourd'hui actives au niveau des espaces verts, mais de façons différentes, car elles n'ont pas le même patrimoine de départ, ni la même histoire."*

http://www.wedemain.fr/m/Vegetalisation-des-villes-les-Francais-en-redemandent-la-secu-aurait-34-milliards-a-y-gagner_a1739.html